

no 27 • mars • 1972

**front
brésilien
d'information**



40 P. 8029

SOMMAIRE

interieur

stress-corrosion: la maladie du beton anémique.....	1
lutte pour la terre.....	2
lettre de noel de l'evêque de sao felix (mato grosso).....	3
elections.....	4
l'armée torture ses soldats à la mort.....	4
p.c.b. et les alliances politiques.....	5
presse clandestine.....	5
actions armées.....	6
relations église-état.....	7
santé dans le nord-est.....	9

exterieur

les tupamaros et le sous-imperialisme.....	10
la police uruguayene aux ordres de la police brésilienne.....	12
les rockfellers et le sous-imperialisme...	12
bien-venue mister garrastazu!.....	13

peine de mort

condamnations à mort.....	14
amnesty internacional contre la peine de mort.....	16

repression

procès "legaux" au brésil.....	16
repression.....	17
morts au combat.....	17
haute-couture.....	18
joaquin arnal's arreté.....	18
beautiful rio.....	19
le f.b.i. va ouvrir un bureau à rio.....	20

Frent Brésilien
d'Information, fondé
en novembre 1960, est
organisé de façon
autonome au service
de la révolution
brésilienne.

STRESS CORROSION

UN NOUVEAU NOM BRÉSILIEN POUR LES
MALVERSATIONS :
LA MALADIE DU BÉTON ANÉMIQUE



En novembre 1971, un camion de moins de vingt tonnes jetait du ciment dans les moules d'un pont en construction sur une avenue de Rio de Janeiro. Soudain, le pont s'écroule. Des milliers de tonnes de béton armé, de pierres et de fer s'abattent sur des autocars et des voitures. Il y eut des dizaines de morts.

Les autorités responsables de la surveillance des travaux ont voulu d'abord attribuer la responsabilité de l'accident au camion de ciment. Puis, comme l'opinion publique n'avalait pas cette fable, elles ont trouvé une nouvelle calamité : le "stress corrosion".

Le "stress corrosion" serait une maladie inexplicable du béton armé, une sorte de foudre de Jupiter qui tombe sur les structures construites par l'homme moderne sans qu'on puisse détecter son action corrosive.

Le malheur est que le "stress corrosion" devient une véritable épidémie depuis que les militaires au pouvoir considèrent comme "subversive" toute enquête des journaux et du parti non officiel sur leur gestion des fonds publics. La chute du pont sur l'avenue Paulo Frontin n'est que la dernière manifestation de ce mal, le simple détournement des fonds publics.

La plus spectaculaire démonstration du "stress corrosion" est le pont de Rio à Niteroi. Les contrats, signés en 1968, prévoyaient la fin des travaux en 26 mois. Le prix : 60 millions de dollars. Quinze mois plus tard, 40 millions de dollars ayant été dépensés, les tests d'endurance des piles déjà causé la mort de trois ingénieurs

et de huit ouvriers. Le Gouvernement s'est alors décidé à considérer les constructeurs comme incapables. Le pont reste à faire, mais l'argent ne reviendra jamais aux caisses du Trésor. L'enquête parlementaire demandée par le parti non officiel a été bloquée par les militaires, et les journaux ont reçu l'ordre de ne plus parler de l'accident. Le Ministre responsable, le Colonel Andrezza, reste au Gouvernement. Son appartement sur la plage de Copacabana est un des plus beaux de Rio.

D'autres exemples de "stress corrosion" : le 7 mars 1971, une centrale hydroélectrique s'est écroulée à Itaipu, près de Alegre. Les eaux ont démolie une digue et en ont endommagé 48 autres, tuant un enfant de 10 ans.

En janvier 1971, le centre d'expositions de Belo Horizonte, le " Palais de la Gameleira ", s'est écrasé sur 64 ouvriers. Le Gouvernement a voulu attribuer la responsabilité à l'équipe d'Oscar Niemayer, architecte de Brasília, dont l'opposition au régime militaire est bien connue. Mais il semble que les coupables seraient plutôt quelques tonnes de ciment et de fer en moins qui, sous la forme de billets de banque, ont trouvé le chemin des poches des constructeurs et des autorités. A Piracicaba, Etat de Sao Paulo, les douze étages de l'édifice de l'Ecole de Médecine se sont entassés les uns sur les autres - heureusement un peu avant son inauguration officielle.

La route transamazonique, promue tambours battant par la propagande gouvernementale comme l'équivalent brésilien de la Muraille de Chine, promet des cas graves de " stress corrosion ". Le béton armé n'y entre pour rien - la route est en terre - mais les plans sont mal établis, le contrôle de l'administration quasiment inexistant, et tous les grands entrepreneurs de travaux publics ont déjà eu la précaution d'embaucher des colonels et des généraux en retraite précoce.

lutte pour la terre ▼

Ce n'est pas seulement dans le Nord-est, région de sécheresse et de latifundias, que se sont aggravés les conflits agraires sous le régime de la dictature. Dans le sud, dans le riche Etat du Parana, les luttes sont devenues des batailles ouvertes pour le contrôle des terres les plus riches du pays. D'un côté, on trouve les grands propriétaires avec leurs " Jagunços " (tueurs à gages), engagés pour " nettoyer " les terres. De l'autre, armés également, on trouve les " posseiros ", de petits propriétaires qui ont pris possession de leurs terres il y a longtemps. Au cours du dernier combat, livré dans l'Hacienda Rimacia, à 20 km de la frontière avec le Paraguay, il y a eu 30 morts des deux côtés.

A Rimacia vivaient 132 familles qui cultivaient de petites parcelles dans des clairières défrichées de la forêt vierge. Un industriel de Sao Paulo, Joao Courado Mesquita, réussit à obtenir grâce à ses relations au gouvernement les titres de propriété sur ces terres, et 77 millions de Cruzeiros (environ 77 millions de F.) pour l'exploitation. Les paysans de la région se font justice sur la personne du propriétaire Adolfo Ghillich, beau-père d'un conseiller municipal du parti gouvernemental. Ghillich est connu dans la région comme un " grileiro ", c'est-à-dire un propriétaire dont les titres de propriété sont faux, qui a pris possession d'une vaste étendue de terres qui étaient auparavant cultivées par les paysans de la région.

Après ces derniers incidents, l'Administration du Parana, le Général Mario Portes, secrétaire à la sécurité, le Commandant du 1er Bataillon de Gardes frontières, et le Commandant de la Police Militaire se sont réunis secrètement pour préparer la répression. Dans tout le pays, la dictature déclare la guerre aux paysans.

Dans le Nord

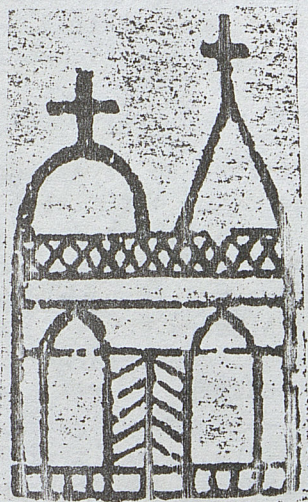
A l'autre extrémité du pays, dans l'Etat du Para (deux fois la France), des conflits armés surgissent aussi. La raison est la même : possession illégale de terres par les protégés de l'Administration, avec de faux titres de propriété. Des sources administratives révèlent qu'on a déjà découvert 240 cas correspondant à une étendue de 960.000 ha.

Au cours du conflit le plus récent pour la possession d'une châtaigneraie, la femme et la nièce d'un travailleur ont été assassinées.

La quantité des faux titres de propriété est si importante que même la banque, qui normalement accepte les hypothèques, refuse de consentir des prêts.

lettre de Noël de l'évêque de s.felix (mato - grosso)

Le jour de son ordination sacerdotale, en septembre dernier, Dom Pedro Casaldaliga, de Sao Felix (Mato Grosso) avait reçu comme mitre le chapeau de paille d'un cultivateur de la région tué quelques temps auparavant, et comme crosse une rame de pirogue.



Dom Pedro Casaldaliga est l'auteur d'une lettre pastorale, " Une Eglise d'Amazonie en conflit avec les grands propriétaires et aux prises avec la marginalisation des habitants ", publiée dans La Croix du 27.11.71, Le Monde du 11.12.71, les Informations Catholiques Internationales du 15.12.71, et Croissance des Jeunes Nations, janvier 1972.

Voici l'essentiel de son message de Noël 1971 :

" ... Lulu a été arrêté. Avec lui, c'est toute la Prélature qui a maintenant les menottes aux mains.

M. Luis Barreira de Souza - notre cher Lulu - de Serra Nova a été arre-

té sans motif et sans mandat d'arrêt, alors qu'il revenait des champs à la nuit tombante, le 16 de ce mois. Il a été entouré par des gens en armes, et on lui a passé les menottes. Il a ensuite été traîné dans la rue et maltraité par trois individus de la Police d'Etat accompagnés de M. Jair, employé de la Société Bordon, et de M. Geraldo Ferreira da Silva, frère de M. Antonio Bento, qui est lui-même gérant de cette société.

Le même jour, à midi, une lettre sans timbre du Capitaine Joao Evangelista do Nascimento est arrivée au presbytère de Sao Felix, lettre par laquelle il m'intimait à comparaitre le lendemain 17, à Barra do Garças, " afin de se prêter à des éclaircissements dans l'intérêt de la justice au sujet d'une enquête en cours dans ce commissariat de police ".

" Je suis arrivé le 18 à Sao Felix. (...) Je ne pouvais donc répondre à l'intimation pour le 17. D'ailleurs, je ne pouvais y répondre ... qu'à la manière de Lulu : les menottes aux poignets, sous la menace et objet de la moquerie publique. Si c'est la manière d'intimer un " sertanejo ", ce doit être aussi celle d'intimer un évêque ! La véritable Justice est la même pour tous. Un évêque ne vaut pas plus qu'un travailleur saisonnier ou un petit cultivateur ".

" (...) Ce sont les grands propriétaires qui réagissent avec lâcheté dans notre région réduite en esclavage. Eux, les requins, ils ont l'argent, la politique et le pouvoir dans les mains. Nous le savons depuis longtemps ".



ELECTIONS

Lors de la dernière farce électorale de la dictature, 50 % de la population a refusé de se prêter à son jeu (soit en s'abstenant, soit en refusant de voter).

La plupart des charges électives sont actuellement attribuées par nomination, comme dans le cas des Gouverneurs d'Etat, sans parler du "Président de la République", qui a été "élu" par quelques dizaines de généraux.

Cependant, des élections législatives sont prévues officiellement pour 1974. L'opinion de la dictature envers les élections est claire pour tous depuis l'annulation des droits politiques de centaines de parlementaires.

M. Joao Alberto Leite Barbosa, directeur du "Boletim Cambial", journal économique et financier porte parole des chefs d'entreprises liés au capital étranger, ne fait pas mystère de ses opinions dans le numéro d'octobre dernier consacré au Pdt Médici. Il y déclare d'emblée : "C'est un anachronisme inconcevable que de faire dépendre les structures de l'époque actuelle des vieilles recettes du 18^e siècle, quand la révolution de 89 a découvert le suffrage universel comme le moyen de promouvoir le bien commun. Les postulats de la Révolution Française, "Liberté, égalité, fraternité", sont aussi loin de la réalité d'aujourd'hui que le cede de Hamurabi."

Continuant à définir ce qu'il appelle le "modèle politique brésilien", il poursuit : "De même qu'on ne peut confier à un cordonnier les commandes d'un avion supersonique, on ne peut confier les commandes d'un pays à n'importe qui. Les cadres dirigeants

d'un pays doivent être choisis par ceux qui sont qualifiés pour le faire."

Le bulletin continue : "Le processus d'identification politique des élites ne peut pas être confié à des irresponsables venant de Cobreá (ville de l'intérieur du Pernambouc) ou de Barra Funde (banlieue ouvrière de Sao Paulo) ... Seuls ceux qui ont part à la richesse économique peuvent avoir part aux responsabilités du commandement."

Enfin, le digne représentant des entreprises pro-impérialistes au Brésil affirme que ce "modèle politique brésilien" est en train de séduire le reste du continent latino-américain et même les pays développés. "Grâce à l'exemple courageux du Gouvernement, le modèle brésilien éveille l'attention des avant-gardes politiques du monde."

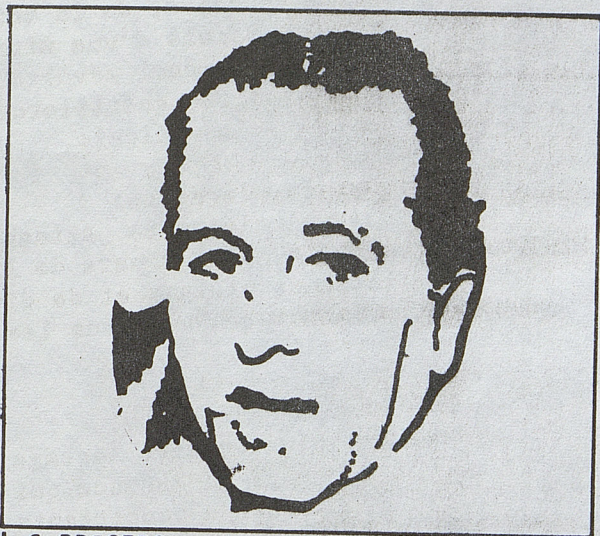
★ ★ ★
L'Armée torture ses soldats à mort

Le 7 février, le Jornal do Brazil a publié une note officielle du Centre de Relations Publiques de l'Armée Brésilienne confirmant la mort consécutive à des tortures de quelques soldats en service à Barra Mansa, Etat de Rio de Janeiro. Les tortures pratiquées dans cette caserne avaient été dénoncées plusieurs fois par Mgr Valdir Calheiros, évêque de la ville voisine de Volta Redonda. De nombreux prêtres et laïcs y avaient été suppliciés, et l'évêque avait été poursuivi pour atteinte à la sécurité de l'Etat.

La note de l'armée est la suivante:

"Le Centre de Relations Publiques de l'Armée déclare que dans une organisation militaire du Barra Mansa on a découvert un groupe de soldats impliqués dans le commerce de stupéfiants. Au cours des investigations visant à découvrir les ramifications de ce réseau de trafiquants, des officiers de cette organisation militaire, à qui on avait initialement confié les recherches ont agi d'une façon condamnable, provoquant la mort de soldats. Ces procédés sont totalement contraires aux lois et règlements militaires en vigueur.

le PCB et les alliances politiques

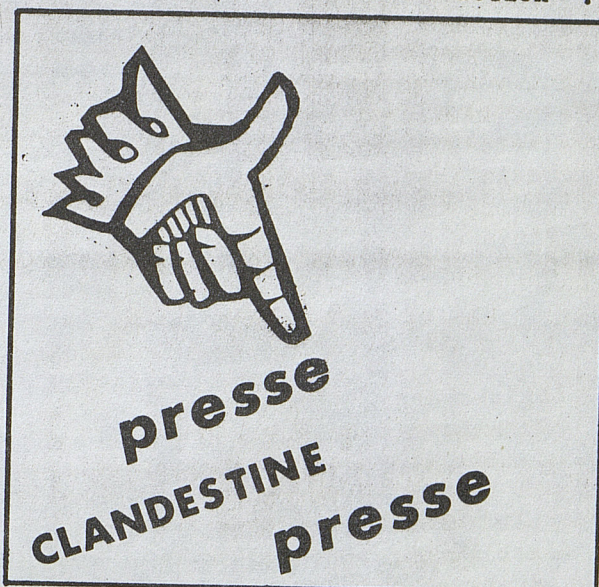


L.C. PRESTES
secrétaire-général du PCB

La " Résolution concernant les alliances politiques " est un document qui fut approuvé par le Comité Central du PCB (Parti Communiste Brésilien), réuni au Brésil en septembre 1971. Après l'examen de la situation où se trouve le mouvement de front unique, le document fait l'analyse de la position du PCB par rapport à ce mouvement afin de dégager " quelques aspects très positifs " aussi bien que " certaines erreurs évidentes ", pour ensuite affirmer :

" Le processus permettant de dépasser la dispersion des forces luttant contre la dictature réclame un travail complexe, de longue haleine, et extrêmement délicat. Nous n'obtiendrons rien immédiatement, car il ne suffit pas d'exprimer le désir de réaliser l'unité d'action pour y accéder. Nous devons rechercher, parmi les différents courants, ceux qui sont susceptibles d'être nos alliés, en partant de nos propres thèses et en les défendant, mais en tenant compte des positions de chacune des forces et en les respectant, dans le but d'arriver à un point de vue unitaire qui nous permette d'unifier la lutte contre

la dictature. Nous savons que nous y parviendrons à travers un processus qui pourra comporter plusieurs étapes, et nous avons conscience que c'est la pratique de la lutte politique qui nous enseignera, à nous et aux autres tendances hostiles à la dictature, la meilleure façon de réaliser l'unité d'action ".



Le bulletin clandestin "Venceremos" vient à nouveau de se jouer de la censure en publiant un important numéro.

Venceremos fait un bilan des actions révolutionnaires au cours de ces derniers mois. Le bulletin révèle ainsi que le mouvement révolutionnaire a étendu son rayon d'action, puisque le travail qu'effectuait Carlos Lamarca et ses camarades du MR8 se déroulaient dans l'Etat de Bahia, et que des actions d'expropriation ont eu lieu à Recife (Nord-est).

Venceremos salue par ailleurs l'édition à Guanabara d'un nouvel exemplaire de Action, organe de diffusion également clandestin, ainsi qu'un nouveau numéro du bulletin Le Guérillero, organe central de l'ALN. Enfin, Venceremos rappelle l'assassinat au mois de septembre dernier du dirigeant révolutionnaire Carlos Lamarca, qui est ainsi entré " dans la galerie glorieuse de ceux qui ont su mener jusqu'au bout la lutte pour la libération définitive de notre peuple."

ils distribuent le n° 4 du journal " Venceremos " (" nous vaincrons ").

- Rio de Janeiro, 19 octobre :
Une action-éclair de 2 minutes permet à des révolutionnaires de s'emparer de la mitrailleuse et des revolvers de 2 policiers dont ils incendient la voiture-radio.

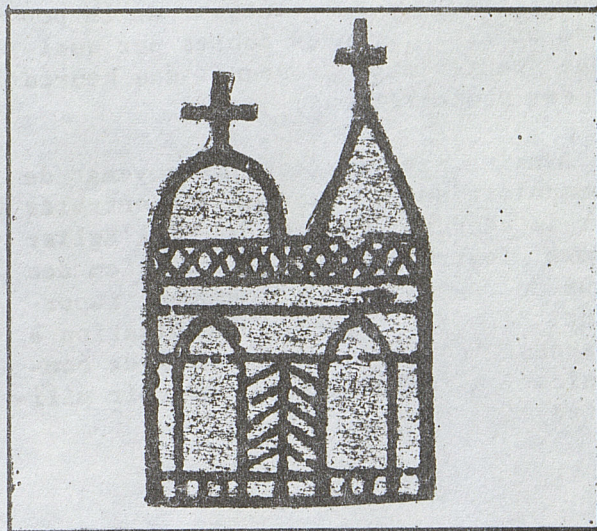
- Sao Paulo, 25 octobre :
Un groupe de révolutionnaires qui distribuait des tracts protestant contre l'augmentation des tarifs des autobus incendie un véhicule de la Compagnie " Vila Ena ".

- Alcantara (Rio), 31 octobre :
Attaque d'un magasin de la Cie Santo Antonio d'Alcantara . Butin : 175 kg de batons de dynamite, 9.000 mètres de mèche, 5.000 détonateurs simples, 1.000 détonateurs électriques , 2.000 mètres de cordon détonateur.

- Sao Paulo, 5 novembre :
Dans la même journée , différents commandos de l'ALN couvrent d'inscriptions les murs des résidences de plusieurs "personnalités" : le consul américain dont ils incendient la voiture ; James Wallace, directeur de la Swift ; Carlos Pulford, directeur de la Sears, dont ils détruisent la voiture ; Gary Shearer, chez qui ils déposent, en plus, une bombe. Ils font exploser une autre bombe dans les locaux du Consulat Américain de Sao Paulo.

- Rio de Janeiro, 20 novembre :
3 combattants font irruption chez un marchand d'armes et s'emparent de 30 revolvers, de 2 carabines et d'une grande quantité de munitions.

- Sao Paulo, 29 novembre :
Un commando de l'ALN s'attaque à l'usine de Coca Cola et s'empare de 114.000 cruzeiros (à peu près autant de NF). La direction de l'usine déclara officiellement un vol de 164.000 Cr., ce qui permet clairement de comprendre qui s'est attribué la différence !



relations

EGLISE / ETAT :

Les efforts de quelques évêques et cardinaux qui défendent la collaboration de l'Eglise avec la dictature sous prétexte que c'est la seule possibilité ouverte à la survivance de l'institution, et les égards du régime envers une force dont il veut s'assurer l'appui n'ont pas été suffisants pour éviter les crises et des affrontements entre militants catholiques et l'appareil de répression politique au Brésil en 1971. Il est vrai que la diplomatie brésilienne a obtenu à Rome quelques bons résultats au cours de l'année : la nomination de Mgr Eugenio Sales, son interlocuteur privilégié parmi les évêques, au cardinalat de Rio de Janeiro, malgré l'écrasante préférence du clergé local pour un homme plus ouvert et progressiste, l'ex-secrétaire général de la Conférence des Evêques, Mgr Aluisio Lorscheider; l'isolement international de Mgr Helder Camara, exclus du Synode; la manipulation d'un nonce connu pour ses sympathies intégristes et autoritaires. Mais les "collaborateurs" ont perdu les élections pour le commandement de la Conférence des Evêques (CNBB) au profit d'un groupe plus indépendant dont la position envers la défense des droits de l'homme est ferme. Dans ces

conditions, les persécutions de la police et les tortures subies par quelques prêtres ont provoqué des heurts et des protestations.

Dans un pays où tous les moyens de communication de masse sont contrôlés par la censure, le rôle de l'Eglise comme instrument de dénonciation des abus du régime est extrêmement important. Elle est la seule organisation à disposer d'un réseau national de communication indépendant du pouvoir militaire.

Les persécutions

Le 27 janvier, à Sao Paulo, la police politique arrêtait, chez l'évêque auxiliaire, le Père Giulio Vicini et l'assistance sociale Yara Spadini. Parmi leurs papiers se trouvait un tract dénonçant la mort de Raimundo Eduardo da Silva, ouvrier de Maua, ville voisine de Sao Paulo, dans les cabinets de torture de la police politique. Le Père Vicini fut torturé à l'électricité, Melle Spadini interrogée nue. L'archevêque de Sao Paulo, Mgr Evaristo Arns, a pu voir les prisonniers peu de temps après leur arrestation. Le dimanche 31 janvier, il fit afficher aux portes de toutes les églises de son diocèse une minutieuse dénonciation des faits. Le 1er avril, le Père Vicini était condamné à six mois de prison ferme par un tribunal militaire pour "possession de documents subversifs".

Le 22 janvier, Mgr Valdir Calheiros, évêque de Volta Redonda, envoie à tous les évêques du Brésil une lettre dénonçant les tortures subies par des ouvriers de l'ACO et des prêtres à la caserne locale. Parmi les plus torturés se trouvait le Père Natanael de Moraes.

Le 26 février, le journal du diocèse de Sao Paulo publiait une liste de 29 prêtres arrêtés depuis 1968 par la police politique. L'article signalait

qu'au moins deux d'entre eux étaient passés par la torture, "ce qui a été personnellement vérifié par leurs évêques".

Le 26 juin, la Commission Centrale de la CNBB publie un communiqué informant que le P. Osorio Lopes Soares et la Mère Amélia Freire Rosas, arrêtés à Colatina, Et. du Espírito Santo, avaient été libérés. C'était la première fois qu'on apprenait leur arrestation, puisque la protestation de leur évêque contre la police politique n'a pas paru dans la presse.

Le 8 juillet, Mgr Helder Camara diffuse un rapport sur la perquisition effectuée par la police politique dans les locaux de son secrétariat. La perquisition a duré quatre heures et demi. Le seul "document subversif" saisi fut un manifeste de l'ACO intitulé "Nord-est, développement sans justice". On a appris plus tard que cette perquisition était liée à l'arrestation du P. Geraldo Oliveira Lima, deux jours avant, que la police maintenait encore secrète.

Le 14 septembre, un tribunal militaire de Sao Paulo s'est finalement manifesté au sujet des prêtres dominicains arrêtés en 1969 et accusés d'aider la guérilla de Carlos Marighela. Après 22 mois de détention, trois d'entre eux - Fernando Brito, Carlos Alberto Christo et Yves Lesbeaupins - ont été condamnés à 4 ans de prison. Joao Antonio Caldas Valença a été condamné à six mois, et les quatorze autres ecclésiastiques ont été absous. Le 7 octobre, après avoir reçu le supérieur des dominicains du Brésil, le Pape Paul VI a envoyé une bénédiction apostolique à l'Ordre, et "spécialement à ceux qui souffrent en prison".

Le 26 septembre, tous les évêques de l'Etat du Ceara ont fait afficher aux portes des églises une note sur le jugement du P. Geraldo Oliveira Lima, condamné à un an de prison par une cour

militaire . Ils déclaraient : " arrêté pendant plus de deux mois à Recife avant d'être jugé, le P. Geraldo Oliveira Lima a été soumis à une méthode d'interrogatoire que la conscience humaine réprouve. Pendant plus d'un mois il a été gardé à huis clos , ne pouvant voir ni son évêque, Mgr Antonio Fragoso de Crateus, ni son avocat. Au cours du jugement, le procureur public a affirmé ne pas avoir assez de preuves contre lui pour demander sa condamnation. Malgré cela, la condamnation a été prononcée à l'unanimité " .

Le 13 novembre , le journal "O Sao Paulo " publie la nouvelle de l'arrestation du P. Daniel Jouffre , français du diocèse de St-Brieux, en Bretagne, professeur depuis 5 ans au séminaire de Fortaleza, Ceara, du Père italien José Pendangola, du diocèse de Crateus, plus tard expulsé du pays , et du Père Gerson Conceição de Almeida , de Nova Friburgo, retrouvé dans une caserne de Brasilia après une longue disparition. Le journal publie aussi une liste de 34 prêtres de Belo Horizonte qui doivent être jugés par un tribunal militaire pour avoir signé en juin 1968 une protestation contre le meurtre par la police d'un étudiant à Rio de Janeiro.

Finalement, le 25 novembre, le Département des Laïcs du Conseil Episcopal Latino-Américain , CELAM , publie une protestation contre l'expulsion d'Uruguay et l'arrestation au Brésil d'un de ses membres, l'étudiant André Campos âgé de 19 ans.

santé dans le nord-est

" En un an , les taux de cancer et de malnutrition infantile ont augmenté de 50 % dans la zone de la canna à sucre du Pernambouc , tandis que la tuberculose augmentait de 25 % " , a annoncé le Dr Mircio Ferreira, directeur de l'Hopital des Travailleurs de l'Industrie du sucre.

" L'an passé, dans ce seul hopital, 3271 enfants ont été soignés, et cette année ce chiffre est monté à 6340 " , a ajouté le médecin. " En 1970, on comptait 2530 cas de cancer , on en dénombre plus de 5000 pour 1971. Le problème du cancer est d'autant plus grave qu'il n'y a qu'une seule clinique pour le traiter, à Recife, capitale de l'Etat " .

Selon le Dr Ferreira , dans les régions agricoles encore, les cas de folie ont augmenté, et le nombre des interventions chirurgicales pour obliteration de la rate s'est élevé brutalement. C'est là une conséquence de l'esquistissomose, qui se développe en raison de la misère et des conditions sanitaires désastreuses.

Le médecin donne une explication à l'accroissement de la sous-nutrition et de la maladie : " Les centrales sucrières retiennent parfois jusqu'à la moitié des salaires des ouvriers, leur règle à peine la moitié du 13ème mois, et n'assurent aucune assistance médicale aux employés . La situation s'est encore détériorée cette année avec le licenciement massif d'ouvriers sans indemnité " (Jornal do Brazil, 29 décembre 1971).

D'autre part , la peste bubonique, qui dans d'autres pays a été jugulée depuis des siècles, sévit aussi dans le Nord-est brésilien. Ces dernières semaines , 32 cas ont été recensés dans l'Etat du Ceara. Pour combattre la terrible peste médiévale , on ne trouve dans tout l'Etat qu'un groupe sanitaire de 5 médecins. La peste bubonique, transmise par le poux des rats, a pour cause la pauvreté , l'absence d'hygiène la plus élémentaire, la promiscuité entre l'homme et les rats. En Europe, la dernière épidémie fut celle de Londres en 1667.



LES TUPAMAROS et le sous-impérialisme

IL Y A CENT ANS, D'AUTRES PATRIOTES ONT COMBATTU DANS CETTE MEME VILLE DE PAYSANDU CONTRE CEUX QUI VOULAIENT ANNEXER L'URUGUAI A L'EMPIRE DU BRESIL. CES MEMES COUCHES DOMINANTES ONT AUJOURD'HUI FAUSSE LE RESULTAT DES ELECTIONS ET SOUTIENNENT LE "BRESILIE" BORDABERRY.



Le Mouvement de Libération Nationale - TUPAMAROS a distribué récemment un communiqué dans lequel il annonce la fin de la "trêve que nous avons commencée lors de la campagne électorale."

La trêve avait pris fin avec les quatre actions simultanées réalisées dans un rayon de 40 km autour de la ville de PAYSANDU, capitale de l'Etat du même nom, située à 400 km au Nord-ouest de Montevideo (Cf. APL Int. N° 75)

Une semaine après ces événements, l'opinion publique uruguayenne, à cause de la censure officielle, n'avait pas encore été informée.

Les actions et la déclaration qui l'accompagnait ont été signées par la colonne "Leandro Gomez" du MLN - TUPAMAROS.

Voici le texte intégral de la "déclaration de Paysandu" :

" Dans la nuit du 30 décembre, la colonne "Leandro Gomez" du MLN (TUPAMAROS) occupe simultanément l'aérodrome militaire de Paysandu, désarmant ses gardes et s'emparant de 3 fusils mitrailleurs M2, de munitions et de radio émettrices, de la radio-phare de la cote située à 3 km de l'aéroport, s'emparant de 40 kg d'explosifs, de 40 détonateurs et de poudre. La colonne a également désarmé la garde de police, du détachement policier du village de "Constance", à 10 km de Paysandu aux environs des collines de Quebracho, s'emparant d'un poste radio-émetteur.

Il y a 100 ans, le combat soulevait déjà cet endroit. Il y a 100 ans, les

flammes d'autres révoltes embrasaient ces montagnes par la rébellion de l'homme Oriental (les Uruguayens, NDLR). Alors, c'étaient Timoteo Aparicio et le Lieutenant légendaire de Riveira, Anacleto Medina, ceux qui unissaient les troupes créoles de lanciers et affrontaient les troupes régulières des mandataires qui désiraient nous livrer à l'Empire du Brésil.

Cent ans ont passé, le pays a peu changé pour les pauvres : dans les fermes et dans les huttes, le froid traverse les murs et le paysan doit dormir contre les chiens pour se réchauffer. Il y a des enfants qui meurent de diarrhées dans les marécages et dans les plantations. Et ceux qui connaissent la misère des premières années grandissent, rachitiques, sans connaître le lait, les sucreries, les fruits.

Aussi, lorsqu'ils sont adolescents, ont-ils des dents pourries et une mauvaise santé, mal nourris, sans soins médicaux. Ceux qui vont à l'hôpital ne trouvent pas de lits, ni de médicaments et souvent manquent même de pansements.

Il y a peu de travail : que ce soit dans la ville ou dans les campagnes, il n'y a pas d'emploi. Et le travail qu'on peut trouver est presque toujours mal payé. Pire que cela, quand le travailleur se révolte, réclamant quelque chose de plus, il reçoit comme toute réponse des coups de baton, est soumis à la torture et jeté dans les prisons.

Pour les riches, le pays non plus n'a pas beaucoup changé. Ils sont les maîtres des propriétés foncières, du bétail, des usines, des banques. Ils ont des lits confortables, des médecins de famille, des maisons de repos balnéaires. Pour eux, il n'y a jamais pénurie de viande. Leurs enfants grandissent sains et propres. Ils ont de bons professeurs, de bons docteurs et dans leurs cliniques privées il ne manque ni un lit, ni le médicament approprié. Ils sont les maîtres du pays. Ils sont au gouvernement, occupent les ministères, administrent leurs biens de telle façon que rien ne change : les riches restent riches, et les pauvres restent pauvres. Cela n'est pas toujours le cas. Pacheco est arrivé à la Présidence après avoir été un très modeste journaliste. Peu de temps après il a fait construire à sa femme un appartement de 10 millions de pesos.

Ce sont ces gens là qui ont amené les élections pour que gagne le cheval du commissaire. Ce sont ceux qui ont patronné Bordaderry "à la brésilienne". Ce sont eux qui ont fait apparaître dans les urnes plus de votes que de votants. Personne ne peut assurer que dans ces élections les morts n'ont pas voté.

C'est à eux que s'applique le refrain de Martin Fierro : " La loi est comme le couteau, elle ne coupe pas celui qui la manie ". Quand un riche

vole, spéculé, la loi ne l'atteint pas. Si le scandale est trop grand, celui-ci fait un voyage en Europe et tout s'efface. Mais quand un affamé de la campagne vole pour manger, alors oui. D'abord, ils lui donnent le baton, et ensuite le jettent en prison. Et si le rusé de la ville leur semble très brave, alors ils l'assassinent, comme ils ont assassiné Chueco Maciel. Un grand propriétaire peut faire de la contrebande de bétail en envoyant des troupeaux vers les compagnies de conserves brésiliennes, laisser la population sans viande et le pays sans devises. Ces grands propriétaires peuvent devenir ministres à n'importe quel moment. Président, même. Mais un homme qui tue une brebis à Vichade (petit village rural) pour donner à manger à ses enfants qui meurent de faim, ils l'enterrent trois ans dans un cachot. Cette vérité est claire, leur loi ne les touche pas. Et quand le peuple se rebelle, devant tant d'injustice, la répression s'abat : la garde métropolitaine, les départements de police, la JUP, l'Escadron. Maintenant, l'armée aussi est descendue dans la rue. Dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, l'armée torture, comme le 90 de Cavalerie, où ils écrasent des cigarettes sur la poitrine d'un étudiant de 17 ans, le piétinant, écrasant ses testicules. Et, montrant leur bassesse, dans le même régiment, ils violèrent une compagne détenue.

Ils l'ont humilié, le Peuple Oriental. Ils l'ont humilié par la faim et le chômage, avec la farce électorale, avec la prison et l'incarcération, avec la torture et la mort.

Mais le Peuple Oriental, offensé et humilié, répond comme ont répondu ceux qui avant se sont révoltés dans les collines contre l'injustice. Nous vivons des jours comme ceux qui ont été décrits par Aparicio Saravia dans sa lettre de Caraguata : "C'est le moment d'agir, qui supprime toute controverse et achemine tout homme à la lutte et au sacrifice."

C'est pour cette raison qu'aujourd'hui nous mettons fin à la trêve que nous avons commencée unilatéralement lors de la campagne électorale. Notre position est claire: utiliser une fois de plus toutes les voies pour amener la paix au pays. Il reste clair aussi que nous reprenons cette voie parce que le Gouvernement ne nous laisse pas d'autre issue. La responsabilité d'avoir déclenché cette guerre civile retombe exclusivement sur ses épaules.

Dans cette guerre ils vont trembler parce que les pauvres n'ont autre chose à perdre dans cette bataille qu'une faim très ancienne. Et vous, les riches de toujours, vous n'allez pas dormir tranquilles, parce que nous allons puiser dans vos demeures, vos réserves et dans vos coffre-forts. Vous, vous avez frappé le peuple entre les deux yeux. Maintenant, les humbles lèvent leurs bras armés et attention: ils sont nombreux. Nous sommes nombreux. Nous sommes tout et nous voulons notre Patrie."

La police uruguayenne aux ordres de la police brésilienne

Un étudiant de Sao Salvador, Andres Campos, membre du Département des Laïques du Conseil Episcopal de l'Amérique Latine, a été arrêté à l'aéroport de Viracopos (Sao Paulo).

Andres Campos se rendait en avion à Montevideo. Le DOPS (Police Politique brésilienne) est intervenu auprès de la police uruguayenne pour empêcher son débarquement en Uruguay et l'obliger à se rendre au Brésil, direction prévue par le vol à bord duquel il se trouvait.

Un communiqué de la Conférence des Evêques affirme que son Président, Don Ivo Lorscheiter, a déclaré le 24 décembre 1971 avoir pu constater sur le corps d'Andres Campos les cicatrices laissées par les mauvais traitements et les tortures physiques auxquels il avait été soumis.

LES ROCKEFELLER

et le sous-impérialisme

Le Gouverneur de l'Etat de New York, Nelson Rockefeller, a envoyé le 21 janvier un télégramme au Président du Venezuela, Rafael Caldera, pour démentir les déclarations de son fils Rodman R. Jr au journal "O Globo", de Rio de Janeiro.

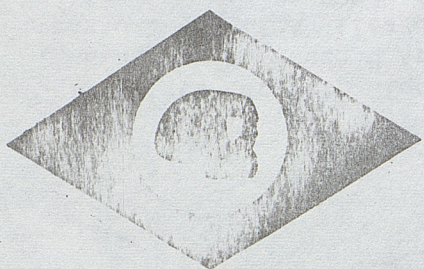
Pourtant, Rodman n'avait fait que reprendre les déclarations de Nixon alimentant les prétentions sous-impérialistes de la dictature brésilienne: " Nous savons tous qu'où va le Brésil, là va tout le reste du continent."

Son père, Nelson Rockefeller, a réagi avec promptitude, disant dans son télégramme que les paroles de son fils " ont naturellement été mal interprétées ". La crainte de voir ses intérêts économiques au Venezuela subir un préjudice (la Standard Oil de New Jersey possède la plus grande entreprise pétrolière du Venezuela) a fait dire à Nelson Rockefeller: " Le Venezuela figure dans le groupe de tête des républiques américaines ", et " le rôle de leader international du Venezuela a toujours été remarquable."

Le Président Vénézuélien, Rafael Caldera, n'a pas estimé suffisantes les rétractations de Rockefeller, puisqu'il déclarait le lendemain du jour où fut envoyé le télégramme que " les efforts de pays extérieurs à l'Amérique Latine en vue d'attribuer au Brésil un rôle hégémonique ne favorisent pas, mais au contraire portent tort à l'image du Brésil dans la communauté Latino-américaine."

Rodman Rockefeller, le fils, bien que très mauvais diplomate, continue à

être un excellent agent du capital monopoliste multi-national. Il a présidé une délégation nord-américaine de 12 chefs d'entreprises qui, attirés par les offres de gains rapides et de main d'oeuvre à bon marché, ont visité le Brésil dans les derniers jours de Janvier. La délégation est venue pour accroître les nombreuses activités de Rockefeller au Brésil (banques, commerce, industrie) en investissant dans les secteurs industriels de l'Etat de Minas Gerais, et en mettant en exploitation la plus grande île du fleuve Sao Francisco, l'île de l'Assunção, au Pernambouc, où les Rockefeller ont investi dans les cultures de sorge, de mil, de raisin, de melon ...



bienvenue «mister» medici

La visite du Maréchal Garrastazu Medici, bien qu'elle soit passée inaperçue du grand public, a marqué l'entente formelle entre la dictature militaire brésilienne et le gouvernement des Etats-Unis. En déclarant que l'Amérique Latine suivrait l'exemple du Brésil, le Président Nixon a proposé le modèle de régime qui convient le mieux aux intérêts impérialistes dans nos pays. Les protestations que cette remarque a déclenchées - notamment celle de M. Rafael Caldera, Président du Venezuela - ne changent en rien l'option américaine pour les régimes durs et répressifs.

La visite du Maréchal Medici a été l'occasion aux USA de plusieurs mani-

festations des amis américains et des militants de la résistance brésilienne actuellement aux Etats-Unis. Un étudiant brésilien a interrompu, le 8 décembre, le discours du dictateur au siège de l'OEA (Organisation des Etats Américains). Il a crié "Vive le Brésil Libre, à bas la dictature, mort aux tortionnaires". Les micros de l'Agence Nationale qui transmettaient par satellite l'événement ont capté cette protestation, qui fut donc transmise au Brésil. L'étudiant, arrêté sur place, a été relâché quelques heures plus tard. Un des gorilles de Medici a remarqué que le régime améméatnais montrait trop indulgent et que si l'incident avait eu lieu à l'Ambassade, territoire brésilien, l'étudiant ne se serait pas tiré vivant d'affaire.

Malgré le peu d'attention prêté par la presse à la visite de Medici et les efforts des bureaux de relations publiques au service du Gouvernement brésilien, quelques commentaires ont été publiés sur le Brésil. Le Washington Post a consacré trois articles à l'analyse du "miracle économique" brésilien et de ses conséquences pour la majorité de notre peuple, aux dépens de qui s'accomplit l'accumulation des capitaux. Le New York Times, dans son éditorial du 12 décembre, a critiqué l'appui qu'apportent les Etats - Unis aux dictatures militaires de droite, citant la visite de Medici comme un exemple de cette mésalliance. En réponse à ces articles, l'Ambassade du Brésil a dépensé 2.400 dollars pour faire dans le Washington Post de la publicité sur les avantages que la Brésil offre aux investissements étrangers.

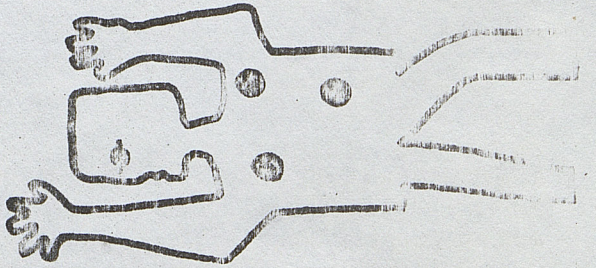
Des groupes de militants américains ont distribué autour de Blair House, où Medici était logé, des tracts sur les conditions politiques et la répression au Brésil.

Une exposition de photos a été montée à la place Lafayette, en face de la Maison Blanche, montrant des aspects de la réalité sociale et politique du Brésil. Des militants ont défilé en face

de la Maison Blanche avec des pancartes sur la dictature brésilienne.

La II décembre, la TV scolaire de New York a présentée à 20 heures le film de Paul Landau sur les tortures subies par les 70 prisonniers échangés contre l'ambassadeur de Suisse.

Le Sénateur Ted Kennedy a distribué une déclaration critiquant l'accueil de Nixon à Garmatzazu Medici.



condamnations à mort

Les révolutionnaires Ariston Lucena "Picolo", Diogenes de Souza "Araucario" et Gilberto Barria Lima (les deux premiers militants de la VPR et le troisième de l'ATM) ont été condamnés à mort par un tribunal militaire à Sao Paulo.

En avril 1970, un réseau d'entraîne-ment de la VPR (Avant-Garde Populaire Révolutionnaire), commandé par Carlos Lamarcia, a été localisé par l'armée brésilienne dans la région de Vale de Ribeira (au Paulo). Une vingtaine de guérilleros se trouvaient dans cette région. Environ la moitié des combattants ont été évacués avant l'encer- clement de l'armée (20.000 hommes). Une dizaine d'entre eux a donc été en- cerclée.

Au cours du premier affrontement, les combattants Darcy Rodrigues, José Lavechia, sa femme Terceira Dias et ses quatre enfants ont été capturés.

Les guérilleros restant ont livré un combat contre les détachements de l'armée dans la région de Eldorado Paulista, tuant six militaires et en blessant une dizaine.

Le deuxième affrontement a eu lieu dans la région de Sete Barras. Un détachement spécial de combat anti-guérilla, appelé PIOTAR et commandé par le Lieutenant Mendes Campos, a été attaqué. Huit militaires ont été blessés et le PIOTAR a finalement été capturé par sept guérilleros.

Les militaires blessés ont reçu les premiers secours. Le détachement a été désarmé.

Comme la région était complètement encerclée, les révolutionnaires ont exigé la levée de l'encerclement en échange de la libération des militai- res détenus.

Le Lieutenant Mendes Campos est allé négocier avec son commandant. Il est revenu annoncer que l'encerclement avait été levé. Les soldats capturés ont été libérés, et le lieutenant gar- dé en otage.

Le lieutenant avait menti. En fait, il avait préparé une embuscade et a tenté d'y conduire les guérilleros. Cette embuscade a été découverte, et un violent combat s'en est suivi.

Les guérilleros ont rompu le con- tact après avoir mis hors de combat plusieurs militaires. Au cours de cet affrontement, deux révolutionnaires se sont perdus et ont été capturés.

Le reste du groupe, commandé par le Commandant Lamarcia et composé des combattants Yshikone Fujimori, Diogenes Souza, Ariston Lucena et Gilberto Barria Lima, a continué vers la région de Registro. Le Lieutenant Mendes Campos a été soumis à un tribunal révolution-naire pour sa trahison. Il avait de

plus, un passé de répression contre le peuple . Il avait commandé un détachement de la Force Publique chargé de la répression contre la grève ouvrière d'Osasco en 1968 ; il a travaillé dans le célèbre " Presidio Tiradentes ", où il a été responsable de tortures sur des ouvriers, étudiants et combattants du peuple.

Il a été condamné à mort et exécuté

La justice révolutionnaire est claire : les détachements de l'armée qui luttent contre les mouvements révolutionnaires sont considérés comme des prisonniers de guerre et sont protégés par la Convention de Genève , acceptée unilatéralement par les mouvements révolutionnaires . Les tortionnaires des prisonniers politiques , de leurs familles , et ceux qui assassinent des combattants désarmés sont des criminels de guerre qui seront jugés selon la législation du Tribunal de Nuremberg.

Les dix-sept militaires capturés étaient des prisonniers de guerre. Ils ont été soignés et libérés . Ils n'ont souffert aucune violence. Le Lieutenant Mendes Campos était un criminel de guerre par sa trahison et ses crimes. Il a été exécuté.

Le groupe de guérilleros a poursuivi sa marche. Sans aucune nourriture pendant plusieurs jours , ils n'ont survécu que grâce à l' aide de paysans de la région . Un couple de paysans a été découvert par l' armée pendant qu'ils achetaient des provisions pour

Le groupe de guérilleros

Le groupe de guérilleros a poursuivi sa marche. Sans aucune nourriture pendant plusieurs jours , ils n'ont survécu que grâce à l'aide de paysans de la région . Un couple de paysans a été découvert par l' armée pendant qu'il achetaient des provisions pour les guérilleros. Ce couple et leurs enfants mineurs ont été assassinés après avoir été sauvagement torturés.

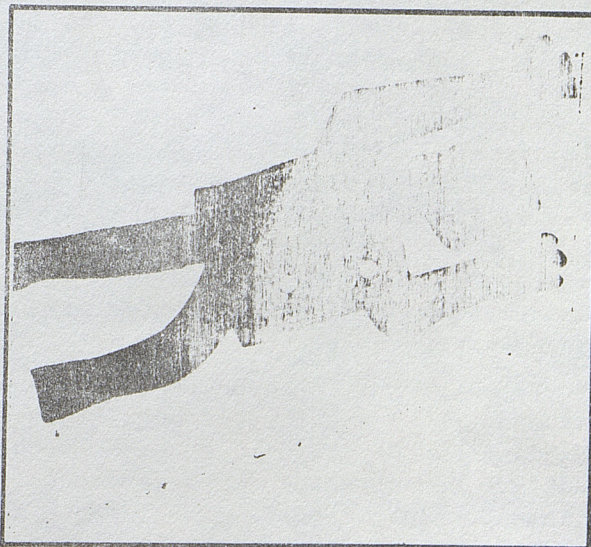
Des dizaines d'autres paysans ont été arrêtés et torturés. D'autres ont été tués par les bombardements de l'Aviation sur les villages et plantations " suspectes " .

Finalement , le petit groupe a capturé un camion militaire et cinq soldats. Après avoir revêtu les uniformes de ces derniers et pris possession du camion, les guérilleros ont pu quitter la région par l'autoroute BR-116 et retourner vers la ville de Sao Paulo.

Les combattants capturés - Darcy Rodrigues, José Lavechia, Tercina Dias et ses enfants, José de Araujo Nobrega et Edmauro Guerra- ont été sauvagement torturés et informés par leurs tortionnaires qu'ils seraient livrés au Commissaire Fleury pour être exécutés.

Le massacre n'a pas eu lieu grâce à la séquestration de l'Ambassadeur d'Allemagne von Holleben , contre lequel ces cinq révolutionnaires , ainsi que 35 autres, ont été échangés.

Ariston Lucena a été capturé par hasard quelques mois plus tard, au cours d'une raffle à Sao Paulo. Diogenes Souza a été capturé en janvier 71 à Porto Alegre. Yoshitone Fujimori et le Commandant Carlos Lamarca ont été tués au combat , Fujimori en décembre 70 et Lamarca en septembre 71. Celiberto Faria Lima continue à combattre la dictature.



amnesty international contre la peine de mort

Encore une fois, la section française de Amnesty International, en lutte pour le respect de la Déclaration des Droits de l'homme, s'adresse au Président du Tribunal Militaire Supérieur du Brésil en réprochant les condamnations à mort.

Amnesty International déclare en substance :

" ... Mais la peine de mort a été requise contre des accusés dont il ne fait aucun doute que les motivations sont exclusivement politiques. Or, notre organisation est fermement opposée à l'application de la peine de mort en cas de délit politique quel qu'il soit. Nous sommes persuadés que vous reconnaissez avec nous que dans une situation de violence, les actions s'enchaînent et dépassent la responsabilité individuelle. La violence n'a jamais jugulé la violence. Les autorités au pouvoir, conscientes de leur devoir, ne peuvent que faire prévaloir, " en toute circonstance ", la justice. Le caractère irréversible de la peine capitale, à fortiori lorsqu'elle est appliquée dans une situation où il est impossible de prouver les motifs crapuleux, ni de déterminer objectivement une vérité absolue, nous conduit à attirer votre attention sur la nécessité de reconsidérer, en deuxième instance, une condamnation qui constituerait un geste irréparable.

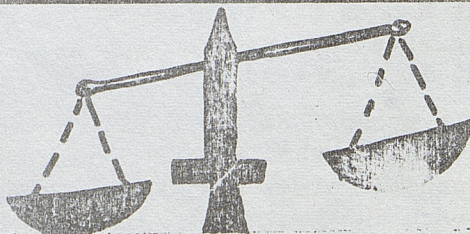
" Le Brésil va célébrer le 150^{ème} anniversaire de son indépendance. Pendant 148 ans votre pays a donné au monde entier, et notamment aux pays économiquement plus avancés, une leçon de respect de l'homme en ayant aboli la peine de mort. Nous vous demandons

instamment de ne pas demander la peine capitale au nom de la tradition brésilienne et du respect des Déclarations et Pactes Internationaux ".

Joe Nordmann, Secrétaire Général de Amnesty International, ajoute dans sa lettre au Président du Tribunal Militaire :

" C'est pourquoi, on ne peut que souhaiter que les condamnés puissent bénéficier sans retard de tous les recours prévus par la loi brésilienne et qu'en appel, devant la haute instance que vous présidez, ils puissent obtenir, avec toutes les garanties généralement admises, la révision de leur procès et de la sentence prononcée en première instance. (...) Dans cette perspective, nous avons l'honneur de vous exprimer la vive préoccupation de nombreux milieux juridiques internationaux " ...

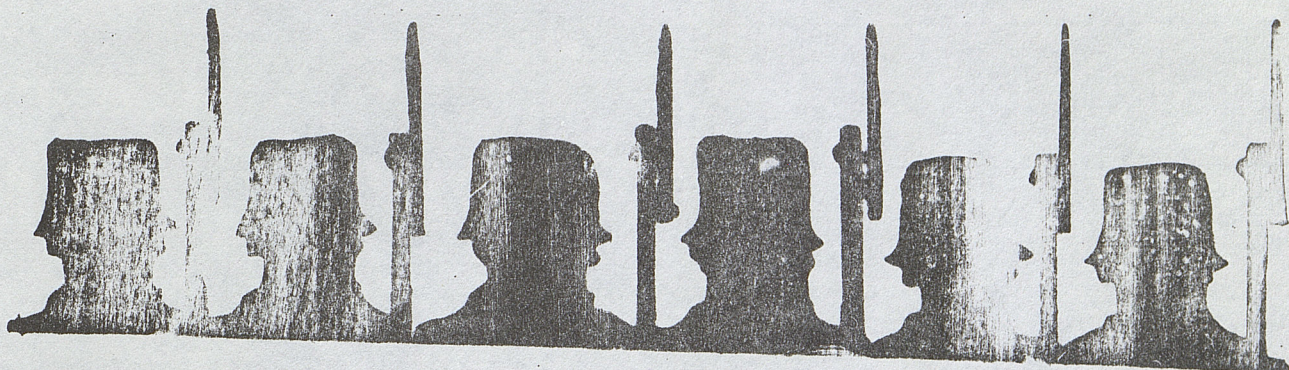
PROCES " LEGAUX " AU BRESIL



Jorge Goncalves Pereira, ingénieur, devait être jugé en décembre 1971. La police a annoncé sa disparition, sans autre information.

Pourtant, l'étudiant Marco Antonio Machado de Melo, jugé en janvier 1972, a déclaré publiquement devant le tribunal qu'il avait vu Pereira en vie au cours de la confrontation organisée par la police.

La police militaire a l'habitude de masquer la mort sous la torture d'un prisonnier par la " disparition ", la " tentative de fuite ", ou encore " l'affrontement armé ".



repression

Nombreux sont ceux qui, issus de toutes les couches sociales, se sont joints aux rangs de la lutte révolutionnaire. La répression a contre-attaqué et marqué des points. Mais l'exemple des camarades tombés au combat suscite et guide l'action des nouveaux combattants.

Jeova Assis Gomes - Il fut l'un des 40 échangés contre l'ambassadeur de Suisse. Né à Arasca, Minas Gerais, le 24 août 1943, il était devenu physicien à l'Université de Sao Paulo. Il a travaillé avec Carlos Marighela et J. Camara Ferreira. Il fut dirigeant étudiant en 1965 et 1966. Il est entré à l'ALN en 1967 et a occupé des fonctions de grande responsabilité dans des tâches à la ville et à la campagne. Il est tombé dans l'Etat de Goiás en janvier 1972, alors qu'il travaillait à étendre la guérilla en milieu rural.

Helcio Pereira Fortes - Militant du PCB depuis 1967, il appartenait à la tendance qui devait s'intégrer à l'ALN en dernier. En 1968, il prit part aux grèves ouvrières de Belo Horizonte qui furent violemment réprimées par la dictature. En 1969, il avait réalisé un travail parmi les paysans dans les régions traversées par la route Belem-Brasilia. En 1970, à la Direction Régionale de l'Etat du Guanabara (Rio), il prit part (selon le Jornal do Brasil) à des dizaines d'actions de guérilla urbaine. Il a trouvé la mort à Sao Paulo, au cours d'une "tentative

de fuite", selon les termes de la dictature. Le camarade Helcio était membre de la Direction Nationale de l'ALN.

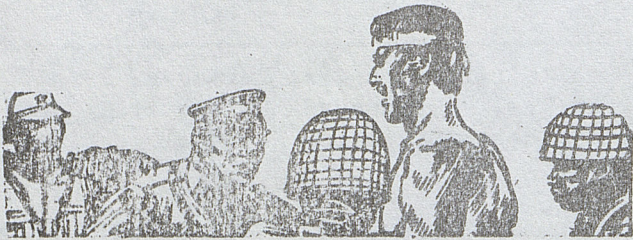
Hiroaki Torigoi - Militant du MOLIPO (Mouvement de Libération Populaire), dissident de l'ALN. Né le 2 décembre 1944 à Luis, Sao Paulo. Etudiant en médecine, il passe à l'ALN et dirige plusieurs actions urbaines. Il tombe au combat le 5 janvier 1972, au cours d'un affrontement avec la police. Il est conduit grièvement blessé à l'hôpital, où il meurt.

Alex de Paula Xavier Pereira - Militant de l'ALN. Né le 9 mars 1949 à Sao Paulo. Il participa au mouvement lycéen dans le Guanabara. Il a dirigé d'innombrables actions urbaines en faisant toujours preuve d'une très grande fermeté politique.

Gelson Reicher - Militant de l'ALN. Né le 20 février 1949 à Sao Paulo. Etudiant en médecine à l'Université de cette ville, il s'incorpore en 1970 à la lutte du peuple. Il meurt en janvier 1972 au cours d'un combat urbain.

« haute couture »

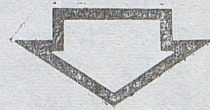
La célèbre dessinatrice de mode Zuzu Anjo, inquiète de la disparition de son fils, s'est mise à faire une enquête sur son arrestation. Pour mieux faire, elle fit appel aux services de l'avocat Fragoso. Celui-ci, de démarche en démarche, révéla la terrible réalité : Julio avait été assassiné à la base aérienne de Galeao. Des officiers de la FAB l'avaient attaché par les mains au pare-choc d'une jeep qu'ils avaient lancée à 100 km à l'heure. Julio mourut de fracture du crâne, des côtes, du bassin et des jambes.



En possession du résultat de l'enquête et se servant de ses relations avec Madame Costa e Silva, veuve de l'ex-dictateur Costa e Silva, Madame Zuzu Anjo obtint une entrevue privée avec le dictateur Garrastazu Medici. Celui-ci, devant la gravité de la révélation (il transpira beaucoup, dit le rapport de Mme Zuzu), tenta tout d'abord de démentir le fait, le présentant comme une "calomnie de plus" contre son Gouvernement et la "révolution". Mais, devant l'insistance de Mme Zuzu, qui prétendait ne vouloir que l'éclaircissement des faits, qu'on lui dise si réellement son fils était mort ou vivant, le dictateur fit la promesse qu'il déterminerait l'exactitude des faits et qu'on lui communiquerait le résultat de ses recherches. Mais les semaines passèrent sans que rien ne lui soit communiqué. C'est avec surprise qu'elle lut, des semaines plus tard, l'annonce brutale dans les

journaux, lui apprenant que son fils avait été tué lors d'un affrontement entre un groupe subversif et la police. Elle put constater la vérité de l'information. La dictature avait eu recours à un expédient déjà connu.

Devant ce coup terrible, profitant de l'invitation qu'on lui avait faite d'organiser un défilé de mode aux USA, elle partit et monta une présentation de mode qui eut un impact considérable. Tous les vêtements étaient imprimés de dessins de tanks, fusils, mitrailleuses, fouets, etc.. Cela fit sensation, on voulut savoir ce qui avait motivé un défilé si exotique. Alors, elle fit un rapport minutieux des faits, insistant sur la sauvagerie avec laquelle son fils avait été tué, et la "version" présentée par le Gouvernement.



JOAQUIM ARNALDO arrêté

L'ouvrier métallurgiste Joaquim Arnaldo, ex-président de L'ACO brésilienne et membre du bureau international de L'Action Catholique Ouvrière a été arrêté à Rio de Janeiro le 12 février - par la police de l'Armée. L'ACO internationale, dont le siège est à Bruxelles, a protesté immédiatement mais ni son intervention ni celles de ses branches nationales en France et en Suisse auprès des ambassades du Brésil n'ont pas réussi à faire révéler le lieu de détention du prisonnier.



beautiful RIO

Mike Shub, professeur de mathématiques à l'Université de Californie, raconte dans une lettre, publiée le 30 décembre 1971 par le New York Review of Books, son expérience au Brésil :



" Rio est toujours une ville ravissante où le chaud soleil et les plages spectaculaires donnent l'impression d'une vie facile. Les intellectuels brésiliens, si on le leur demande, disent qu'on n'y torture pas plus que dans le reste du monde. La presse censurée, évidemment, ne souffle mot sur ce sujet. Les prisonniers politiques, dont le nombre est estimé à 2.500, ont pour la plupart été mêlés à la guérilla urbaine. Mais, même si la plupart des gens ne l'admettent pas, il y a ici une atmosphère de peur : on sent qu'aucune institution, famille ou individu n'est à l'abri de la destruction arbitraire par l'administration, la police, et même l'Escadron de la Mort. Donc, les gens sont, consciemment ou inconsciemment, précautionneux sur leurs opinions politiques. Voici quelques exemples :

1. La presse a publié qu'un député du gouvernement a rappelé à ses collègues de l'opposition que le gouvernement conservait le pouvoir de leur enlever les droits politiques.

2. Le 28 août 1971, le " Estado de Sao Paulo " informait que l'Ordre des Avocats du Brésil avait demandé à être renseigné au sujet du décès de Raul Amaro Ferreira, mort après avoir été arrêté par la Police Politique. Sa famille a récupéré le corps couvert de brûlures à l'électricité.

3. Je suis venu au Brésil comme mathématicien au début de l'année 1971. J'ai alors appris que Dulce Pandolfi, la femme d'un mathématicien brésilien, avait été arrêtée un an auparavant. Elle a reçu de multiples coups électriques sur tout son corps, elle a été battue, et un crocodile mort a été jeté sur elle. Elle attend toujours un jugement dont la date n'a pas encore été fixée. Son emprisonnement avait déjà dépassé les limites permises par la loi brésilienne.

Les mathématiciens brésiliens ne s'étaient jamais manifestés à ce sujet. En fait, ils avaient assisté passivement à l'annulation du contrat de M. Pandolfi deux semaines après l'arrestation de sa femme.

Nous avons pensé que des étrangers pourraient aider M. Pandolfi plus librement que des mathématiciens brésiliens, et quelques uns parmi nous ont pensé faire circuler une lettre parmi les mathématiciens étrangers au Brésil. La lettre devait dire que nous avions appris le sort de Mme Pandolfi et qu'elle était maintenue prisonnière sans jugement au-delà de ce que la loi brésilienne permettait. Nous avions l'intention de demander au moins sa liberté provisoire, ayant en vue tout ce qu'elle avait subi. Quand nos collègues brésiliens ont appris l'existence de cette lettre, ils nous ont prévenu que son envoi serait probablement considéré par le gouvernement comme un acte subversif et pourrait provoquer la destruction des principaux centres brésiliens de mathématiques.

Un jour, un éminent mathématicien brésilien a annoncé au cours d'une réunion publique qu'on ne tolérerait pas certaines rencontres non officielles entre des brésiliens et des étrangers. Nous

avons été émus d'apprendre que la possibilité d'envoyer une lettre pourrait provoquer une telle peur. J'ai été surpris aussi par le dévouement de ce groupe au progrès des mathématiques brésiliennes dans un tel cadre. La peur et les menaces ont transformé la lettre en problème politique grave, et elle a été retenue. Dans cette ambiance, elle pourrait être dangereuse pour Mme Pandolfi au lieu de l'aider.

Quand je suis allé au Brésil cet été j'avais l'intention d'y rester plus longtemps. Etant donné les circonstances, cela m'est impossible."

fbi

Le FEDERAL BOARD OF INVESTIGATIONS
va ouvrir un bureau à Rio

Le " Journal do Brasil " du 26 janvier annonce le séjour à Rio du délégué du FBI pour l'Amérique Latine, M. Warren Debres. Les milieux officiels et l'ambassade US restent très discrets à ce sujet.

Cependant, l'agence Prensa Latina déclare qu'il s'agit d'organiser le transfert du siège du FBI qui était installé en Argentine.

L'Inspecteur Joao Candido Filho, chef du Secteur des Toxiques de la Police Fédérale, a admis en effet que des agents du FBI sont en négociations depuis le début de septembre au sujet de ce transfert, prévu selon l'Inspecteur pour réorganiser la lutte contre la drogue.

Le Journal do Brasil précise qu'un groupe d'agents travaillera à Rio directement sous les ordres du Conseil Général des Etats Unis.

Interrogé à ce sujet, un juriste brésilien, M. Joao de Oliveira Filho, a affirmé que la " législation des militaires ne s'opposait pas à une telle pratique. " Un pays peut collaborer avec le Brésil, sans compromettre sa souveraineté, pour aider la Police dans ses tâches, pour l'extradition des délinquants (des exilés politiques), des contrebandiers, des pirates de l'air et autres cas."

cia

D'autre part, on apprend que l'ancien attaché militaire US au Brésil lors du coup d'état de 1964 vient d'être nommé Secrétaire Général Adjoint de la CIA.

Le Général Vernon Walters a été attaché militaire à Paris, et se trouvait avant 1964 en poste à Rio. Ses liens avec les militaires brésiliens étaient bien connus depuis la guerre mondiale, puisqu'il était déjà chargé des relations avec eux pendant la campagne d'Italie. Ses amitiés avec les officiers (notamment avec Castelo Branco) se sont approfondies jusqu'à ce qu'il devienne une des principales figures du coup d'état contre Joao Goulart.



La dictature militaire brésilienne dispose d'immenses ressources. Dans le monde entier elle mène une offensive diplomatique pour assurer sa survie. Nous ne disposons que d'une cause juste et de notre foi dans l'effort du peuple pour se libérer. C'est au nom de cet effort et de ceux qui sont engagés dans la lutte au Brésil que nous vous demandons de manifester votre solidarité par des contributions financières. Vos donations pourraient être versées au nom de Mlle DUPONT CCP..... 2128539, PARIS.

FRONT BRÉSILIEN D'INFORMATION.

